

Écologie & Partage

Pourquoi une liste citoyenne soutenue par la France Insoumise pour les élections consulaires ?

Un constat alarmant :

Sous l'emprise sanitaire, les inégalités prospèrent. Le début d'année 2019 avait été marqué par le mouvement des gilets jaunes et une très violente répression. L'année 2020 fut celle de la crise sanitaire. Loin de régresser, les inégalités sociales ont continué de croître, générant leur lot de frustrations, de ressentiment et de colère. La répression violente des protestations citoyennes envenime la frustration de celles et ceux qui veulent exprimer leur refus du système en place et de ses conséquences directes sur leurs vies et qui au lieu d'être écouté-es, sont stigmatisé-es et criminalisé-es. L'extrême-droite se voit doublée sur ses thèmes favoris, dans un jeu politique dangereux. Les problèmes sociaux sont ethnicisés et racisés, attisant ainsi la xénophobie, pour un détournement de la colère dans un calcul électoral malsain. Dans le même temps, la crise sanitaire a légitimé une gestion impériale de l'exécutif, qui se moque du débat démocratique au nom de l'efficacité autocratique. L'état d'urgence ne cesse de s'étirer, le fichage des adultes est autorisé avant même qu'une quelconque faute soit commise, le droit d'informer est soumis à restriction, la société de contrôle étend son emprise. Le tout au nom de notre bien commun. Rien n'est fait pour enrayer la crise écologique. Les acquis sociaux sont démantelés. Les plus riches sont favorisés et protégés tandis que la pauvreté s'aggrave.

Au Burkina Faso s'ajoutent à ces questions celles liées à la sécurité. Les opérations Serval (2013-2014), puis Barkhane (2014-aujourd'hui) ont été déployées dans le Sahel. Coûteuses en vies humaines, elles le sont aussi pour le budget de la Nation. Il est inadmissible que ces opérations extérieures ne soient pas débattues publiquement à l'Assemblée Nationale que ce soit du point de vue de leur efficacité comme des perspectives.

Il nous paraît donc indispensable que les électrices et électeurs puissent exprimer leur rejet et leur dégoût des politiques menées depuis plusieurs quinquennats et aggravées encore après l'élection de 2017. Se taire, c'est accepter.

Écologie & partage : pourquoi ?

Une bifurcation écologique radicale est nécessaire et possible.

C'est devenu un lieu commun de le dire : notre planète est menacée. Le Covid 19 est en grande partie dû aux activités irresponsables des êtres humains. Nous devons repenser la place de l'humain et l'impact de ses activités sur notre planète. Mais comme aiment à le dire certain-es « *l'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage* ». Autrement dit, sans remise en cause de la recherche du profit maximum, les démarches

Écologie & Partage

écologistes, aussi sincères soient-elles, sont vouées à l'échec, au détriment de notre survie. Un exemple éclairant de ces « eaux glaciales du calcul égoïste » est le récent refus de faire des vaccins un bien commun, de lever les brevets afin qu'ils puissent être fabriqués en quantité suffisante partout dans le monde.

Les conseillers n'ont que des attributions restreintes. Alors pourquoi soulevons-nous ces questions très politiques ?

En plus d'être une voix citoyenne et le reflet des préoccupations de la communauté française du Burkina Faso dans les instances consulaires, le rôle des conseillers et conseillères est aussi politique. Ils élisent les membres de l'Assemblée des Français de l'Étranger où les débats sont politiques. Ils élisent également les Sénateurs et Sénatrices des Françaises de l'Étranger. Ils apportent leur soutien aux candidat-es à la députation comme ce fut le cas ici, au Burkina Faso.

En ne se prononçant pas clairement contre les politiques désastreuses dénoncées plus haut, ils en sont complices.

Face à ces constats, quelles alternatives ?

Si vous partagez ces constats et que vous aussi, vous souhaitez construire collectivement une société basée sur les biens communs à commencer par notre environnement, venez apporter vos propositions pour l'écriture de notre Avenir en Commun.

A l'échelle consulaire, notre conception du mandat électif est fondée sur les engagements suivants :

- 1) Organiser des réunions citoyennes trimestrielles à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.*
- 2) Être présents aux réunions des conseils d'établissement des lycées internationaux français Saint-Exupéry et André Malraux, ainsi que toutes les réunions statutaires.*
- 3) Utiliser de façon transparente les indemnités consulaires en les rendant consultables en permanence en ligne. En cas d'utilisation partielle le reliquat sera versé à une organisation humanitaire.*
- 4) Soutenir les idées portées par l'Avenir en Commun dans les instances où nous siégeons.*

S'abstenir, c'est accepter le maintien du système en place. Nous comptons sur vos votes pour montrer démocratiquement notre désaccord et notre souhait de porter une autre vision du monde, écologique et égalitaire.